

Critique de la représentation nationale

à travers le livret du citoyen
destiné aux étrangers voulant se naturaliser Français
(= embrasser la nationalité française)
publié par le ministère de l'Intérieur (la police)

Changer de nationalité ?

Les nations sont des propriétés privées fermées par des frontières gardées par des hommes armés. Pour sortir d'une nation et entrer dans une autre, il faut une double autorisation administrative (du pays sortant et du pays entrant) qui se présente sous la forme du passeport qui confirme l'identité et la provenance de son porteur et le visa dont le tampon confirme la date d'entrée dans le pays de séjour. Le troupeau d'humains qui peuple une nation est géré par l'Administration de l'État commandée par les politiques avec ses gardiens : la police. Si la police est débordée, c'est l'armée qui intervient (pour canaliser « les indésirables » dans une impasse). Toutes les nations sont réticentes au séjour prolongé des étrangers sur leur sol. C'est le principe de la nation : interdire le séjour prolongé des étrangers sur son territoire. Une nation est une propriété privée qui n'appartient pas à ses habitants. Tous les habitants payent un droit de stationnement (les + pauvres ici ne peuvent rien payer) sur le territoire auquel par la nationalité ils appartiennent. Changer de nationalité, c'est changer de propriétaire.

Le ton du manuel

Pourquoi les politiciens issus principalement de la classe privilégiée de l'aristocratie restante ou la grande bourgeoisie des affairistes (banquiers principalement), se parent de la couleur populaire de l'idéal républicain ? La République est la représentation de l'irréalité républicaine qui comme tout régime politique tend vers la dictature : celle toujours de la classe dominante contre la classe dominée. S'il y a dictature, ce n'est que par consentement des dominés. La dictature absolue est l'idéal politique ; retenue et cultivée par l'économie (celle de la capitalisation) pour jouir d'une main-d'œuvre soldée. Comment se nomment les bourgeois qui veulent se faire passer pour des « ouvriers du peuple » ? Lutter pour en arriver au désir de régime démocratique ne concerne que les dominés ? Qu'est-ce que la démocratie ? C'est la pouvoir du peuple. Le peuple qui représente l'ensemble des esclaves qui sont la propriété de l'État. Comment la souveraineté peut autoriser à se faire dicter son mode vie par les esclaves qu'elle emploie ? Il y a là en effet un paradoxe ou la mise en place d'un leurre pour protéger la gouvernance contre la gouvernance de la population sur elle-même. La France n'est pas un pays gouverné par la classe laborieuse, elle a tenté à plusieurs reprises, mais n'a jamais gardée le pouvoir.

La finalité du manuel

Le livret du citoyen français existe pour celles et ceux qui demandent à acquérir la nationalité française. C'est une production du ministère de l'Intérieur (celui de la police). Le livret du citoyen français indique aux étrangers ce qu'il y a à penser et à faire et d'abord à : « respecter ses valeurs et enrichir la communauté nationale ». Le mot enrichir est à prendre dans tous les sens du terme, aussi bien pécuniaire (financier) que culturel (par la notoriété artistique et scientifique), car l'enrichissement augmente l'autorité de la souveraineté nationale. Le taux d'immigration prouve le degré notoire du pays dans lequel les étrangers surtout pauvres (si les riches immigrer, c'est pour payer moins d'impôts) veulent émigrer et embrasser la nationalité française. Mais comme pour tous les pays riches, le gouvernement français au XX^e siècle, ne souhaite pas l'immigration de pauvres dans sa nation. Elle n'a plus besoin d'ouvriers étrangers.

Comment faire d'après la police

Pour être naturalisé français, tout étranger doit ensuite « prouver son assimilation » (sic) à la nation qu'il désire intégrer, c'est-à-dire, qu'il elle doit prouver « la perte de sa culture d'origine pour celle d'adoption ». Mais le ministère précise : « l'assimilation à la société française ne

signifie pas être tous semblables » (sic), nous dit le manuel (sic) : qu'est-ce que ça veut dire « ne pas être tous semblables dans l'assimilation » ? Est-ce une autre contradiction pour signifier à ne pas prendre les travers de tous les Français ? Tel le comble de la francisation pour un francisme qui fait le franchouillard ? Pour éviter la franchouillardise ? Celle caricaturale du « gueulard qui refuse de travailler » ? Pour inciter les étrangers à travailler aux tâches que les Français refusent de faire ? L'idée de l'assimilation différentielle est un paradoxe ! Par contre, similariser la différence ne l'est pas, elle est signifiée par l'assimilation, l'intégration. Différencier la similarité est une tâche pratiquement impossible, elle passe obligatoirement par le déconditionnement = la déséducation des valeurs inculquées. Un déconditionnement prend plusieurs années, voire plusieurs générations. Pourtant c'est ce que le ministère de l'Intérieur exige de tout étranger voulant embrasser la nationalité française : se déconditionner de la culture de son pays d'origine (mais pas complètement, sic) parce que « l'assimilation à la société française ne signifie pas être tous semblables » (sic) : est-ce pour inciter les étrangers adoptés par la France à vouloir devenir des célébrités françaises ? Voir la liste de quelques personnalités artistiques dont le ministère de l'Intérieur s'enorgueillit aux pages 18 et 19 du livret.

« En règle générale, l'étranger demandeur de la nationalité française doit : »

- [0. être riche pécuniairement et/ou culturellement = une célébrité]
- 1. « adhérer aux principes et aux valeurs essentiels de la République française »
(= les défendre contre ses convictions originelles)
- 2. « avoir une connaissance suffisante de la langue »
(difficile d'imaginer un Français qui ne parle pas le français !)
- 3. « avoir une connaissance suffisante de l'histoire »
(celle des manuels scolaires, ou celle que les historiens s'efforcent de révéler ?)
- 4. « avoir une connaissance suffisante de la culture »
(laquelle ? celle officielle ou celle officieuse que les gouvernants refusent de communiquer au public ?)
- 5. « avoir une connaissance suffisante de la société française »
(quelle est sa particularité qui la différencie des autres ? Moi Français, je ne sais pas.)
- 6. « avoir une connaissance suffisante des droits et devoirs conférés par la nationalité
(article 21-24 du Code civil) »
(qui des Français a lu les Dalloz des droits et des lois françaises ? Personne ne lit les livres de lois, même si tout citoyen est censé les connaître pour ne pas les enfreindre. Si les citoyens savaient les lois, les avocats seraient inutiles.)

L'exigence du ministère envers les étrangers voulant se naturaliser est d'abord idéologique, puis repose sur la connaissance : 1. langue, 2. histoire, 3. culture, 4. principes sociaux, 5. lois (nous verrons comment droits et lois sont confondus dans le devoir). Les policiers sont-ils si cultivés ? L'étranger voulant avoir la nationalité française doit prouver pouvoir se comporter « + français que le français ». Il doit prouver sa passion, voire son admiration à l'idéal français, qui doit flatter « ce à quoi prétend l'idéal républicain de la société française ». Idéal qui n'existe essentiellement que dans ses slogans (mal compris pour être mal énoncés) et sa présentation (= son aspect extérieur). La France est au fond une dictature, comme tous les autres pays enrichis qui exploitent et appauvrissent les pays du tiers et du quart monde (qui sont aussi des dictatures pour pouvoir être exploités), et dont ses ressortissants (les humains exploités) ne peuvent qu'être attirés par le pays qui extrait les richesses de leur pays colonisé. Comme pour les individus, les pays pauvres alimentent les pays riches, et ses individus appauvris rêvent de vivre la richesse du pays exploitant dominant. Les humains émigrent dans le pays attaquant pour ne pas vivre la misère qu'il a provoquée dans leur pays attaqué.

Idéologiquement, quelles sont les valeurs particulières de cette nation auxquelles

l'étranger doit adhérer (= se convaincre jusqu'à pouvoir le prouver dans son comportement), pour s'afficher français en tant qu'étranger pour être autorisé à être « naturalisé » français ?

Il elle doit n'avoir aucun doute à ce que : « La France est une démocratie »
(ou être convaincu que le pays d'origine est une dictature que la France n'est pas)

Théoriquement : c'est vrai (par volonté de vouloir s'afficher ainsi). Pratiquement : c'est faux. Une nation se targue démocratique quand sa souveraineté autorise le vote populaire pour élire un souverain. En quoi le pouvoir d'un souverain forme une démocratie ? La réalité est que « le droit de vote » ne donne aucun pouvoir politique de gouverner au peuple (= à l'ensemble des individus vivant dans ce pays) que de pouvoir marquer son accord, mais jamais son désaccord, car refuser de voter n'est pas pris en compte par l'Administration (du ministère de l'Intérieur, commandé et régulé par le président de la République). À voter, le vote négatif n'est pas pris en compte. Les citoyens ne peuvent pas voter contre un choix de candidats qui ne donne aucun choix. Si c'était le cas dans ce pays : il faudrait refaire les élections. En effet : quand moins de 50% de la population totale de ce pays (incluant les Français à l'étranger et les colonies restantes d'ailleurs) ne se déplace pas aux urnes, le vote est invalide. Depuis les années 80, après la trahison des socialistes envers ses électeurs, les présidents sont élus par une minorité inférieure à 50% : ce qui implique que les gouvernements au pouvoir, depuis ces années, sont illégitimes : ils ne sont plus élus démocratiquement à la majorité. Nous savons comment les élections sont manipulées pour donner à croire ce qui n'est pas.

Pour comprendre la minorité de votants en France, voici grosso modo comment une élection présidentielle se passe : sur 66 millions de Français environ la moitié sont inscrits comme électeur (considérant les 8 millions de mineurs n'ayant pas le droit de vote). De ces 25 millions d'électeurs, la moitié se déplacent aux urnes, environ 15 millions. Et régulièrement, voire traditionnellement, à tous les votes, la moitié vote pour les conservateurs (à droite) et l'autre moitié pour les socialistes (à gauche). Un président de la République dans ce pays est donc élu par environ 8 millions de Français. La majorité présidentielle est portée par 1/8e de la population du pays : ce qui n'est pas une majorité.

Les politiciens dans la course de l'élection le savent, et jouent de stratégies d'alliances pour prendre le pouvoir. [L'apparition de l'extrême droite dans la course à l'élection, dans les années 80 et les suivantes en France, ne relève que d'une stratégie politique des socialistes pour être réélus. Les partis extrêmes, de gauche et de droite, représentent un pourcentage minime réel d'adhésions]. Comment, les gouvernements successifs dans ce pays, depuis les années 80, qui sont élus par 1/8e de la population, c'est-à-dire sur 66 millions par 8 millions de Français environ qui donnent leur voix à l' élu président peuvent gouverner sans majorité présidentielle ? Tous les Présidents élus de ce pays ne sont pas autorisés légalement par la majorité des Français à gouverner. Est-ce démocratique ? Non. Les 25% de votants qui se divisent en 2 pour les 2 candidats finalistes : cette élection qui se fait quand même n'est pas approuvée par la majorité des Français.

Nommer cette procédure : une démocratie, est donc un mensonge, pire, c'est une tromperie de la constitution politique, car les 8 millions d'électeurs et d'électrices qui votent, votent pour une fausse majorité, et sont donc les complices de cette tromperie politique, ou la démocratique prétendue est renversée. À l'opposé de la démocratie, il y a : l'aristocratie, la monarchie, l'oligarchie, etc., constituées toutes par une hiérarchie autoritaire véhiculée par la violence (physique et psychique) de la police qui punit. Régimes politiques qui avec la dictature (aussi nommée totalitarisme ou fascisme) ont toutes en commun d'ignorer entendre (encore moins comprendre) les désirs publics, car la raison de la souveraineté est de commander, d'ordonner et d'exiger l'obéissance absolue des citoyens et citoyennes : « vote et ferme ta gueule » contenus par les forces de police. Pas de servir. Et en cas de débordement (= de désobéissance civile incontenable par la police) les forces armées militaires armées interviennent. Les présidents de la République de ce pays, depuis 1/2 siècle, ne sont plus élus par la majorité des Français, et donc, leur prise de pouvoir est démocratiquement illégitime et illégale. Le vote est le leurre d'un pouvoir qui n'existe pas.

La bataille électorale, pour qu'un candidat soit élu, exige un gros investissement financier. Investissement que tous les candidats ne possèdent pas. Dans le principe du suffrage universel, il y a donc inégalité des chances d'être élu. Les candidats qui se présentent (ou qui sont présentés pour ce sacrifice) en « petits candidats » servent à l'illusion démocratique du vote, car le 2d tour se termine toujours « par un duel » (sic) entre les 2 candidats (qui fait l'objet du spectacle télédiffusé autant couru que les matchs de football) les + financés. 2 candidats finalistes, financés à part presque égale par les investisseurs (le réel pouvoir qui se cache du public) qui représentent les 2 faces de la même pièce. La réalité politique est que c'est un faux duel. De cette manipulation politique à influencer l'opinion publique minoritaire, le vote est une illusion démocratique. Voter signifie apporter son soutien à la dictature politique qui s'impose.

Voter est un acte d'approbation de la politique élue attendu des dominants. Le peuple n'élit rien, il approuve. Le régime politique peut prendre différents noms, mais il est toujours le même : la souveraineté du pouvoir exige l'approbation de son peuple (même à 8%). Approbation minoritaire renversée en majoritaire nécessaire pour garder l'illusion. Cette approbation publique essentielle sert à maintenir la hiérarchie constitutive du pouvoir politique en place. La désapprobation amène la révolution ou le renversement du pouvoir en place (pour en mettre un autre). Les richesses qui sont ingérées dans les élections, essentiellement présidentielles : financement qui n'a rien de démocratique puisqu'il désavantage les candidats (mineurs ou de représentation), montre que « le droit de vote » ne sert qu'à obtenir le soutien du peuple à la souveraineté qui commande la machine État exécutrice par des employés fonctionnaires. Mais 8% n'est pas la majorité. Les citoyens et citoyennes dans ce pays confondent « la souveraineté de l'État » avec « le Service public » (nous y reviendrons).

Les investisseurs de la campagne de leurs élus (représentants qui en réalité sont élus avant le résultat faussé des élections, puisque minoritaire) sont des personnes très riches et + ces personnes sont riches, + elles gouvernent les décisions du pays. Ces personnes gouvernent leurs élus parce qu'elles financent la campagne électorale de leurs candidats : celle des 2 finalistes. + l'investissement est grand, + son élu sera élu. La propagande idéologique nommée aujourd'hui « médiatisation » pour « communication » est la « promotion publicitaire » qui pour être envahissante et influençable, au détriment des autres concurrents (?) mineurs, achète (?) le + d'espace public possible, la place des médias, étendue aujourd'hui à l'Internet des smart phones. L'électeur vote toujours pour le candidat qui devient familier dans l'espace public, pas les autres moins visibles, moins audibles et méconnus. Une campagne électorale gagnante est une campagne où le favori s'affiche partout en public.

Le principe du vote repose entièrement sur la propagande, même pas d'idéaux de promesses jamais tenues, mais d'abord et surtout sur l'esthétique du candidat ; c'est-à-dire sur sa manière de se comporter à représenter le pays : comment il est habillé, comment il exprime l'autorité de la souveraineté nationale, etc., qui convient aux électrices et aux électeurs. Les idéaux politiques des discours que tout électeur et électrice voudrait pouvoir vivre forment la motivation secondaire ou civique qui les fait se déplacer aux urnes : l'espoir de vivre mieux ensemble qui n'est jamais satisfait par les politiques. Si ces idéaux ne sont jamais atteints, c'est parce qu'interfèrent les avantages personnels des individualités politiques qui s'emparent du pouvoir, où il faut, dans la compétition de la course au pouvoir, détenir une force qui résiste à l'humiliation publique et la renverse contre son adversaire : c'est le spectacle politique dont les spectateurs se réjouissent pour masquer la misère politique. Impossible de penser à sa fonction de serviteur du peuple, bien que revendiquée, parce que le pouvoir politique ne sert pas le peuple, mais les enrichis. L'avantage du pouvoir est de gouverner, pas de servir. Détenir le pouvoir et gouverner sont 2 choses différentes. L'une applique son autorité à l'autre gère les affaires publiques de manière à ce que l'autorité acquise ne s'effondre pas. Ministre, du latin « minister » signifie : serviteur.

Le véritable pouvoir politique ne s'élit pas, il est déjà pris. C'est pour cette raison de politique basique que la démocratie est un leurre (un mensonge cru et voulu vrai), un idéal entretenu (= un espoir) par l'illusion du (faux) pouvoir de vote. Le vote n'a aucun pouvoir. Le vote ne donne aucun pouvoir au peuple. Peuple signifie un ensemble d'êtres humains soumis qui ne s'appartiennent pas. Voter ne sert qu'à recevoir l'approbation populaire. Le vote cherche la

complicité populaire = la responsabilité politique du peuple à qui est retiré subrepticement tous ses avantages de vivre dans cette nation. Le vote entretient la croyance d'un idéal qui n'existe plus. On le constate par le fait que : la grande majorité des non-volants : 58 millions d'individus de ce pays, sur 66 millions, moins 8 millions de votants pour le candidat élu, 50 millions de Français ne sont pas considérés ni respectés dans leur propre pays. Si la France était une démocratie, son administration respecterait les pensées de tous ses citoyens.

Et « le vote blanc » ?

Le vote blanc sert à celle ou celui qui vote, à voter sans voter pour un des candidats proposés, car il n'y a aucun candidat digne à élire (même si c'est un leurre). Le vote blanc marque la désapprobation de l'électeur envers les candidatures proposées qui ne donnent pas le choix de choisir. Refuser les votes négatifs tels l'abstentionnisme et le vote blanc prouve la volonté anti-démocratique du vote. Refuser le vote blanc et l'abstentionnisme, comme voix valide, et non comme vote nul, tel celui des bulletins raturés ou illisibles, montre que l'opinion publique est méprisée par les politiciens au pouvoir. Les manipulations politiques dissimulées au public font du pouvoir politique, mal nommé démocratique, en réalité une auto-élection avec l'approbation des électeurs. Sachant que l'élus n'est approuvé que par 8 millions d'électrices et d'électeurs contre 50 millions qui ne donnent pas leur voix. La France n'est pas une démocratie.

L'élection ne donne pas le choix de vote, parce que les propositions des différents candidats sont dans le fond similaires. L'élection empêche d'autres candidats qui ne sont pas du milieu de se présenter. Les barrages administratifs et le jeu des influences (= du chantage), même si « démocratiquement » dans les textes tout Français peut se présenter aux élections, l'accès est interdit. Les candidats riches = à la campagne la + financée empêchent les (petits) candidats (pauvres) d'obtenir l'approbation de 500 maires de France. Le cas Coluche est l'exemple qui révéla cette manipulation politique anti-démocratique. La France n'est qu'une démocratie de représentation, ou une fausse démocratie. La réalité politique de ce pays est une tyrannie despotique hiérarchisée masquée par les apparences sociales d'un confort de vie banalisé, avec ses terrasses de café, ses villes sans voiture et boisées, ses restaurants gastronomiques, sa mode de l'habillement : tout réside en France dans l'apparence, rien dans la substance. Les Français sont des êtres humains trompés convaincus du contraire.

« Les principes de la République » (sic)

Montrés comme « lutte sociale historique » pour dire : « il a fallu se battre pour en arriver là » (sic), mais se battre contre qui et pour quoi ? Nous savons que les pauvres se battent contre les riches et que les riches battent les pauvres, c'est le régime du capital qui l'exige dans ce pays comme partout ailleurs. Le titre « Les principes de la République sont une conquête de l'Histoire » ne veut rien dire : l'histoire ne se conquiert pas. Ce slogan dévoile la raison même de l'existence de la République : la souveraineté conservée, les citoyens trompés. La conquête de la souveraineté représentée par 1 élu est un leurre puisqu'elle est permanente et elle ne se donne pas au peuple. Si le peuple était souverain, il ne serait pas un peuple, mais un ensemble disparate d'individus en masse dispersée ingouvernable.

Les principes de la République, comme tout régime politique, sont motivés par la volonté de domination, et toute domination politique se sert de la violence pour la protéger de son renversement. Toute domination politique exige la violence pour s'imposer. Les conflits sociaux et internationaux ne servent qu'à entretenir la guerre perpétuelle de son pouvoir. La permanence de la guerre est la raison de l'existence du pouvoir politique. Conquérir (= piller) sert à s'enrichir pour entretenir une armée qui protège la gouvernance du pouvoir contre le soulèvement de sa population. L'hostilité générale et constante est la raison de l'existence de la politique. Un gouvernement qui ne conquiert pas est un gouvernement impuissant. Et l'impuissance est anti-politique. Sa souveraineté disparaît. La politique a piégé l'espèce humaine par cultiver l'hostilité générale, que personne n'a la force d'atténuer. La misère humaine est engendrée par la politique.

Pour quoi des êtres humains se fondent en société sur la guerre pour se constituer ? C'est l'apanage des sociétés guerrières hiérarchisées, celles qui se constituent par l'admiration du « pouvoir fort », celui qui gagne sans combattre. La politique est née dans le combat. Déclarer

la guerre pour la gagner, c'est-à-dire pour anéantir ses ennemis à la servitude, renforce sa souveraineté. La nation représente l'identité de l'hostilité politique. La guerre est indispensable à l'existence de la souveraineté nationale. Elle est justifiée nécessaire pour : la sécurité (sic). La sécurité dans et par la guerre ? C'est une contradiction ! S'exposer aux armes létales annule la sécurité des personnes. Autrement dit, vivre dans un contexte avec des hommes armés (= qui cultivent la violence), met obligatoirement en péril la vie de ses habitants. La sécurité est le mot qui sert à approuver la souveraineté politique de la violence armée qui se donne le droit de tuer les esclaves rebelles et désobéissants pour la sécurité des autres à ce que les autres ne ne soient pas tentés à désobéir aux autorités fonctionnaires de l'État.

L'affirmation : « la République est un régime politique dans lequel les dirigeants élus gouvernent au nom du peuple » représente la justification, ou l'excuse publique pour ne pas se faire lyncher, du pouvoir politique, gérant le comportement public, dans un pays où le pouvoir politique est une affaire privée. Le fonctionariat des Services publics est privatisé pour cette raison. Retirer à la machine État la gratuité de sa gestion du peuple ? Telle une politique de retrait de la force du peuple en rendant sa vie humiliée et misérable. Comme dans les camps.

Tout politicien sait que le pouvoir du peuple qui se disperse en êtres humains libres, même ignorants, est réel, parce que le nombre d'êtres humains soumis est supérieur au nombre d'êtres humains aux commandes. Les politiciens expriment leur peur de l'insubordination populaire depuis le XIXe siècle par l'énoncé « terreur de la foule ». Une foule en colère (qui est un pléonasme politique) est une menace voulue pour le pouvoir. La foule en colère est nécessaire pour prouver sa force armée à pouvoir massacrer. Si l'armée ne massacre pas la foule en colère, la souveraineté disparaît. La contre-attaque policière et militaire est toujours surarmée pour blesser et arrêter les manifestants, individus constituant la foule en colère tant redoutée par la souveraineté. La raison de cette peur politique cultivée est nécessaire à la constitution de la violence nationale, nécessaire au pouvoir, et réalisée par l'administration policière (avec contrôles d'identités, surveillance, punition, arrestation des individus, etc.) avec l'armée prête, en cas de débordement.

Le peuple forme à la fois le socle de l'approbation de sa soumission à la domination politique et à la fois sert de marchandise appropriée à l'industrie de l'esclavage. Si ce socle s'ébranle, la stature du pouvoir s'effondre. Si le socle se disperse, l'effet est pire : c'est la disparition du pouvoir de la souveraineté politique. Les civilisations disparaissent par dispersion des individus de son peuple. Le dépeuplement est le retour à la liberté individuelle. La gestion politique consiste à entretenir la solidité de son socle, à ce qu'il puisse continuer à porter, vouloir et maintenir la hiérarchie de sa souveraineté. Dans les tribus « gauloises », le chef était porté sur son bouclier à la vue de tous. Sans porteurs volontaires, il n'y a plus de chef. Bien que le chef qui s'affiche avec les objets de sa souveraineté, fait rire les êtres humains mûrs et conscients, ça n'empêche en rien qu'il jouisse de son autorité. La minorité savante d'une nation n'a aucun pouvoir politique et n'en veut pas. Si le semblant de démocratie existe, c'est par le règne de l'ignorance. Si la démocratie existe, c'est pour soutenir la dictature effective qui se dissimule derrière l'aspect de la bienveillance que son peuple se force à croire pour se déculpabiliser de sa haine envers les autres. Si les êtres humains se rassemblent à vivre ensemble, c'est pour se haïr. Parce qu'ils ne savent pas faire autrement pour donner du piment à leurs vies fades ?

La gestion des citoyens [pour ne pas dire la gestion des esclaves au travail pour le florilège de l'industrie privée de l'esclavage], car s'il existe un peuple, c'est qu'il existe une souveraineté propriétaire (qui n'a plus le titre de roi ou d'empereur, trop exposé à la violence publique. Le véritable souverain aujourd'hui s'achète sa marionnette politique, il se cache pour se préserver des coups du peuple) ou sans peuple, la souveraineté ne peut pas exister, car la violence du pouvoir en dépend. Si la volonté du peuple qui se défait en population (= où chaque individu reprend son pouvoir qu'il a remis à son chef) est supérieure à la puissance politique, c'est que contrairement à la politique, le peuple n'en a pas besoin pour exister. Et la puissance supérieure que détient la population humaine est de se défaire de sa marque de peuple, c'est-à-dire de redevenir des êtres humains intègres (= invendables et autonomes = qui ne sollicitent pas des services pour résoudre un problème) et libres.

La politique est l'espace du règne de l'hypocrisie. La politique doit se dégager de la vérité pour

pouvoir régner. Si sa langue est tenue par la rhétorique, c'est que son discours est publicitaire. Le politicien doit plaire et convaincre son auditoire public d'anonymes mais identifiés en racontant des histoires pour le tenir en haleine. La persuasion est toujours nécessaire là où elle est inutile. Convaincre (vaincre avec) et persuader servent à forcer à former la main-d'œuvre, qui n'en est pas encore une, à travailler à ruiner sa vie, pour une raison qui ne la concerne pas, que de servir le pouvoir (pour croire en avoir un peu). Si la rhétorique ne fonctionne pas, c'est là que le souverain envoie ses forces armées pour battre les récalcitrants.

« Les principes de la République sont fondés sur des lois que tous doivent respecter. »
(sachant que les gouvernants ne les respectent pas)

Dans cet énoncé, il y a une lapalissade et un euphémisme, voire un renversement à qui est destiné le sens du mot renversé. La quadruple évidence est formée des mots : « principes », « république », « fondation » et « lois ». L'idéologie politique de la chose publique a été fixée par Platon, environ 500 ans avant notre ère, utopie née dans la cité d'Athènes et qu'il expose dans 2 ouvrages : La République et Les Lois. Contrairement à Socrate, son professeur, qui s'oppose à la politique (portée par la rhétorique), Platon construit sa « cité idéale » avec ses tolérances et ses intolérances. Platon mêle moins l'esprit à la critique que l'utopie à la politique. Sa volonté de façonner sa cité idéale l'emmène dans le régime de dictature de Denys en Sicile (sic) qui le condamna de la peine de mort s'il ne quitte pas son pays. De retour à Athènes a-t-il corrigé ses erreurs ? Un système établi suffit à la constitution d'une utopie (sachant que toutes les utopies sont des dictatures mal dissimulées puisqu'elles naissent d'un seul auteur) ou d'un régime politique (ce qui revient au même) dirigée par 1 mot incluant 2 idées : le mot « ordre ». Avec 1. l'ordre qui fait le ménage (qui fait disparaître ses ordures, tels les policiers qui sont les éboueurs des déchets humains indésirables) et 2. l'ordre qui impose à obéir (pour similariser les différents comportements en 1 seul). L'armée donne le modèle de l'ordre politique idéal.

En 2025, l'État coûte aux contribuables de ce pays : 164 milliards d'Euros : la + grosse part du budget national de 600 milliards d'Euros des impôts (qui n'est pas la somme des bénéfices du produit national brut) répartis dans les différents ministères. Le financement public de l'armée vient en 2d avec 94 milliards (contre, en 2025, 76 milliards de dollars pour les Américains). Dans l'état d'esprit militaire, l'obéissance doit être absolue et générale et permanente. L'idée politique de la chose publique, c'est-à-dire des êtres humains rassemblés par la force de la persuasion, puis par leur conviction, pour servir, et servir à quelque chose, sans savoir pourquoi, toutes celles et ceux qui ne savent quoi faire de leur vie, exigeant leur adhésion à la croyance imposée ; tout ça forme la République, la chose publique des êtres humains anonymisés mais bien identifiés pour les amener au travail automatiquement.

L'idée républicaine (de l'asservissement pour tous par tous) qui comparée à l'ancienneté de l'hominidé (nous), qui de l'homo erectus voyagea sur toute la planète pendant 1,5 million d'années, est une disposition juvénile de domination des autres datant de 5 mille ans. La volonté de la domestication des espèces humaine et animales utiles et comestibles à l'homme, date de l'érection des 1ères cités administrées où l'architecture se mégalomanise (elle n'en a pas fini au XXIe siècle) et où les êtres humains y travaillent anonymement pour célébrer le spectacle permanent de la souveraineté. Palais, temples, murailles, canaux, tombes (pyramides), etc., ces « grands travaux » exigent une main-d'œuvre abondante et permanente au travail, pour pouvoir réaliser ces architectures mégalomanes, où : + il y a d'ouvriers, + la construction sera vite achevée.

« Principes », « République », « Fondation », « Lois »

Ces 4 mots : « principes », « république », « fondation » et « lois » pour communiquer une seule idée : la souveraineté est indestructible (sa volonté d'être qui ne fait pas d'elle pouvoir l'être). Depuis 44 ans, le gouvernement attaque l'État (sic) à réduire le nombre de ses fonctionnaires, à baisser leurs salaires à leur minimum acceptable, à privatiser ses emplois. Est-ce pour expulser l'humanité de l'État ? La machine État est la part démocratique du pouvoir politique car sa gouvernance est activée par les employés du peuple envers eux-mêmes. L'État est la machine de l'assujettissement social. L'État garantit la raison du pouvoir

politique par le travail de ses employés. La destruction du pouvoir de la machine État se réalise par automatiser et privatiser ses administrations du Services public. Services publics vendus à des propriétaires privés (généralement les politiciens eux-mêmes) pour en faire des entreprises rentables (avec un bénéfice qui se dégage pour leur jouissance personnelle), financées par les impôts publics, manière de détourner l'argent public dans des comptes privés gérés anonymement par des banquiers sans scrupule de savoir l'argent public volé.

La privatisation de l'État et de son administration (l'électricité, la poste, l'eau, le train, l'aviation, les hôpitaux, etc.) se poursuit par réduire le nombre de fonctionnaires employés. Mais sans État, la raison du pouvoir et la raison de la souveraineté politiques disparaissent. La destruction de l'État réalise la destruction du peuple : sa libération. La destruction de l'État réalise la destruction de la servitude. Mais ce n'est pas une destruction, c'est un remplacement. Quel est depuis 1/2 siècle l'objectif des gouvernants à vouloir remplacer les fonctionnaires d'État, qu'ils sont eux-mêmes, par des machines ? L'humain cultive l'accommodement pour résoudre les problèmes, tous particuliers à chaque individu, qu'un programme informatique ne peut qu'ignorer (par simplicité et ordre du programme).

Ce remplacement des hommes par des machines signifie l'institution politique d'une dictature robotisée où l'humain s'asservit volontairement aux machines qu'il construit. Le remplacement des fonctionnaires de base par des programmes informatiques se poursuit au XXI^e siècle. Disposition d'automation qui interdit l'accommodement (une souplesse dans l'exigence) qui sans lui, aucun problème citoyen personnel ne peut être résolu. L'accommodement au cas par cas est impossible à programmer. L'informatisation de l'État installera une dictature sans recours qui fera souffrir l'ensemble de la population de ce pays. Une évidence frappante. Automatiser le pouvoir politique (même avec des algorithmes incluant les probabilités de l'improbable) pour vouloir faire de l'État une machine intransigeante à obéir, destine la souveraineté à sa dissolution inexorable. Tout l'armement ne suffira pas à soumettre le peuple à vivre l'insupportable. Sans peuple le pouvoir disparaît. En quoi et pour quoi l'humanité voudrait-elle vivre soumise à des machines ? Cette disposition mécanique de dictature du pouvoir à soumettre le monde aux machines s'affirme mondialement au XXI^e siècle, utilisant le réseau Internet. Les individus occupés par leur smart phone représentent la réussite politique économique de la soumission globale de l'humanité aux ordres de la machine. Arrêtons-nous là, on déborde notre sujet.

« La République est fondée sur des lois
que tous doivent respecter » (sic)

Qu'est-ce que ça signifie dire 4 mots différents pour désigner la souveraineté indestructible ? Qui en réalité est en état de fragilité permanente, ce parce qu'elle doit être respectée (sic). La soumission et l'obéissance ne sont pas des dispositions naturelles de l'humanité. Le respect ici ne signifie pas "porter une considération admirative à" cette administration qui possède une grande valeur sociale, autrement dit, ne pas avoir de mauvaise intention de nuisance envers le public qu'elle sert (et asservit), non : respect ici signifie obéissance. Il ne s'agit pas d'admirer l'autérité, mais de craindre l'autorité des hommes armés prêts à blesser, inculper et condamner. La souveraineté ne tolère pas que ses citoyens et citoyennes désobéissent aux lois décrétées, édictées, votées, publiées, promulguées par le gouvernement, l'Assemblée nationale et le Sénat pour sanctionner toutes les actions qui gênent sa souveraineté indiscutable à régner. Même si ces lois sont en contradiction avec Les Droits de L'homme : par exemple : « La liberté d'expression est un droit fondamental » qui a été bafoué par le vote d'une loi qui interdit la presse et les individus de filmer le visage des policiers en fonction (c'est-à-dire quand ils frappent et tuent les gens). Loi qui n'a pas été complètement abrogée malgré le tollé.

14 juillet 1789 ?

Après les Anglais, les Français se soulèvent contre la monarchie abusive qui méprise son peuple jusqu'à l'affamer. 10 ans après, en 1799 Napoléon prend le pouvoir (militaire) puis se fait couronner empereur (sic). Acte qui fait par son bannissement (pour avoir laissé mourir de froid et de faim son armée en Russie) revenir la monarchie au pouvoir nommée « la

Restauration ». Il est difficile de comprendre quel fantasme est projeté sur le mot « république » (= chose publique ou humanité publiée en travailleurs employés anonymes, anonyme par retirer l'identité des relations identitaires qui forment des familles linguistiques propres, leur patois : langue à tendance onomatopéique gestuelle, qui d'un village à un autre ne se comprennent pas ou difficilement ou ne veulent pas), celui de la cité idéale copiée sur la cité hellène : l'Athènes de Périclès qui dura le temps de son règne ; où Périclès exigeait le remboursement des détournements de fonds public (de mon vivant, aucun politicien n'a remboursé ce qu'il a volé à la République française). Avec les républiques de l'Athènes antique, ou celle de la Rome antique, même avec un Sénat, le pouvoir politique est demeuré toujours impérial. Jules César était un dictateur qui prit la liberté de garder le pouvoir après sa mission guerrière donnée par le Sénat. Le partage du pouvoir est un leurre qui s'entretient jusqu'aujourd'hui, bien qu'il soit manquant dans tous les régimes politiques, qui inexorablement tendent tous à la dictature. La « forme de gouvernement où le pouvoir est détenu par un ensemble de représentants élus pour un temps » qui aujourd'hui ne sont plus responsables devant le peuple de la nation qu'ils sont censés servir (comme les ministres), car tout politicien protège d'abord ses intérêts financiers en profitant de l'immunité parlementaire. Autrement dit, son pouvoir ne l'interdit pas : de piller les richesses publiques engendrées par les impôts, mais au contraire l'autorise.

Non, l'idée de la République lancée en 1789, absente des villes depuis la disparition de la civilisation Hellène et la Romaine impériale, il y a 2000 ans, où l'avènement du christianisme instaura l'idée monothéiste qui généralisa la croyance religieuse au pouvoir politique univoque : 1 dieu (jaloux) pour 1 dictateur (exclusif). Où les hérétiques (= toutes celles et ceux, dénoncés par les voisins — qui profitent de l'institution de la violence pour se débarrasser « des gêneurs » dont ils convoitent leurs biens —, qui n'adhèrent pas à la doctrine chrétienne ou ne s'assimilent pas à la conformité du dogme catholique) étaient torturés et brûlés au bûcher dans les places publiques : « le beau spectacle ! » (sic). Aujourd'hui, le pouvoir ne brûle plus les hérétiques, il les ignore en faisant bien attention qu'ils ne s'expriment pas dans le domaine public.

Le réel pouvoir populaire avec l'institution stable de la république commence avec la Commune à Lyon Marseille et à Paris en 1870-1871, mais si les politiciens ne mentionnent pas ce premier gouvernement réellement populaire (ou le banquier Rothschild commença à négocier des crédits avec les communards de Paris), c'est à cause du massacre qu'ils ont commandé. Des canons et des mitrailles français contre le peuple français pour couvrir les rues de Lyon Marseille et Paris du sang « des insurgés ». Avant, « la France vit principalement sous des régimes politiques autoritaires où la République à "démocratie représentative" ne sont que des expériences passagères. » On apprend + de la Commune que de 1789 qui ne fut pas dans ce pays la 1ère révolte populaire contre les abus du pouvoir. Les soulèvements contre les pouvoirs politiques et religieux (militarisés) abusifs sont permanents durant notre histoire depuis notre protohistoire qui commence 3000 ans avant notre ère. Dans ce pays la Grande Jacquerie au XIVe siècle est le 1er soulèvement recensé historiquement, celui des paysans abusés qui dura 2 semaines, car maté par le carnage meurtrier des seigneurs qui ont massacré tous leurs paysans avec leurs armées (tellement ils étaient terrifiés de perdre les avantages de leur domination ?).

L'industrie de l'esclavage persiste

La lutte dans ce pays, comme ailleurs, est permanente entre la classe dominante (qui abuse toujours de son pouvoir, où tout pouvoir existe pour être abusé, pour en connaître les limites) et la classe dominée. La classe dominée confond « rendre service à prendre soin des autres » avec « servir », le service de la servitude volontaire qui dispose le servent/la servante à être humilié/e à servir de fonction contre lui-même/elle-même : à être asservi à la servilité de la servitude permanente pour ne jamais s'arrêter de travailler. L'industrie de l'esclavage commence avec la domestication de l'espèce humaine il y a 5 mille ans. L'esclave s'est autonomisé avec le salaire. L'esclave s'est fait changer de nom, on le nomme aujourd'hui : employé.

Les principes de la République française en 3 mots :

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

Cette devise qu'on rencontre partout gravée sur toutes les mairies de France (datant du XIXe siècle) comprise sans perversion réjouit : quoi de + réjouissant de vivre libre, où tout le monde a les mêmes droits dans une ambiance fraternelle à prendre soin les uns des autres. L'idéal !

Observons comment le manuel du ministère de l'Intérieur décrit cet idéal républicain. Mais d'abord, en quoi cette devise à 3 mots est-elle républicaine ? La république signifie la chose publique. C'est-à-dire, la chose (le stock = le peuple qui appartient à l'État) à gérer. La politique doit chosifier le vivant pour le faire fonctionner pour la gouverner ; ce qu'elle fit avec la domestication, incluant l'espèce humaine, pour pouvoir gérer son potentiel d'outil rentable, car il s'agit bien de ça : la rentabilité d'obtenir le meilleur (le moins cher) d'une humanité domestiquée à servir d'objet générateur de privilèges. À part le consentement général à travailler, qu'en est-il de la liberté de l'égalité et de la fraternité ?

LIBERTÉ

« Les libertés fondamentales sont garanties ». Le sont-elles ? À la liberté de penser s'opposent la censure et l'auto-censure. À la liberté de croire, rien ne s'oppose. La croyance est indispensable pour tenir une population à soutenir une souveraineté. La liberté de s'exprimer ? De quelle expression il est question ? L'expression artistique dans le domaine public a été et est toujours guerroyée pour ne pas qu'elle s'expose. La politique culturelle dans ce pays est en réalité une déclaration de guerre aux artistes (les vrais) pas la kyrielle de faux qui s'expose dans les salles publiques du pouvoir. La liberté de se réunir n'existe que clandestinement : chaque attroupement est dispersé par la police, et s'il y a résistance, alors c'est l'assaut, arrestations et condamnations.

« La République est installée de façon stable en 1875 [après la Commune de 1871]. Dans les années 1880, des lois garantissent la liberté de la presse [qui dans au XXe siècle lui sont retirées]. L'école primaire devient obligatoire [liberté ?] et l'école publique devient gratuite [depuis sa fondation par les Jésuites au XVIIe siècle l'école a toujours été gratuite] et laïque. » Peut-on dire que l'école obligatoire est le résultat de la volonté politique de liberté ? Oui, ça sonne contradictoire. La valeur des notions politiques est qu'elles sont incompréhensibles du peuple, contradictoires et inappropriées à la vie quotidienne des individus vivant ensemble dans la même nation.

La liberté en France réside dans le fait « que tu n'es pas trop emmerdé par les autorités policières quand tu ne te fais pas trop remarquer ». Rester enfermé chez soi ? Toutes les autres libertés, comme dans de nombreux autres pays, sont interdites. Si la liberté était autorisée, la souveraineté ne pourrait plus régner. Vivre libre s'oppose à vivre domestiqué. Si la souveraineté existe, c'est que l'être humain domestiqué refuse la liberté. Ce qui est logique. Un être humain domestiqué est un esclave. Aujourd'hui on dit « employé » et « salarié ». La domestication donne à vivre l'irresponsabilité de ses choix d'existence à vouloir rester dans l'enfance. La domestication donne aux esclaves l'irresponsabilité des désastres qu'ils provoquent. C'est un choix d'existence qui a mis 8000 ans à s'approprier : de - 11000 à - 3000. L'urbanisation et la culture intensive des céréales est le résultat de la domestication, toujours actuelles après 5 milles ans d'existence. La culture du céréale est pratique et économique pour nourrir une masse ouvrière.

La liberté en France est, comme dans tous les pays qui se sont accordés aux capitaux gérés par les banquiers, relativement inexistante dans l'espace public. L'espace public est une propriété privée avec sa marchandise humaine à l'intérieur. La liberté en France est contrariée par les lois, les voisins, la police et la justice (qui condamne les suspects + que les coupables). Il existe un espace privé (que personne ne voit, où rien ne s'entend) et il existe un espace public (que tout le monde est censé voir et entendre). Le lâchage du virus artificiel du covid en

2020 a changé la donne ; tant que la liberté s'exprime discrète dans l'espace privé, il n'y a aucune raison de l'interdire, mais quand la liberté s'exprime dans l'espace public (qui est la propriété privée de l'État gérée par les politiques), rien ne va plus. La loi qui interdit de filmer le visage des policiers qui tuent ou tabassent des manifestants a été instituée (partiellement) en 2021. Depuis les attentats, les lois de réduction de liberté des citoyens français dans l'espace public pullulent. La police aux yeux de l'opinion publique française, depuis les années 1990, se constitue de criminels. En France, on ne se sent pas en sécurité quand les policiers font leur ronde. Les policiers se promènent toujours pour punir, armés, prêts à l'assaut pour des arrestations. Et obtenir le péage d'amendes, essentiellement abusives = sans accommodement du contexte inexorable qui l'a provoqué. Au XXI^e siècle le policier français semble être payé en fonction du nombre de procès verbaux récoltés ? Ça y ressemble tellement. Il n'y a pas mieux qu'un policier pour récolter des impôts supplémentaires. La France est en guerre perpétuelle renforcée depuis que la sûreté a remplacé en 2005 la sécurité qui signifie que tout citoyen est soupçonnable de terrorisme et peut être arrêté, jugé et condamné. L'état d'insécurité globale est le nom de cette guerre générale contre les civiles.

ÉGALITÉ

« Tous les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs quels que soient leur sexe, leur origine, leur religion, leurs opinions ou leur orientation sexuelle. » Théoriquement : c'est vrai (par volonté de vouloir s'afficher ainsi). Pratiquement : c'est faux. Car dans le cas contraire les mots « privilège » et « privilège du pouvoir » n'existeraient pas dans le vocabulaire. Si tant d'hommes consacrent leur vie à vouloir s'emparer du pouvoir (les uns contre les autres), c'est que ce pouvoir donne des privilèges. L'existence des privilèges abolit « les mêmes droits et devoirs pour tous, sans distinction ».

La hiérarchie, instituée par le pouvoir politique pour le soutenir, où la hiérarchie sert de socle à l'existence même de la souveraineté, interdit la charge de désavantages qui démotiverait ses employés à tenir leur poste par obéir aux ordres qui ne les concernent pas. L'obligation d'un inconvénient, pour être réalisée, doit recevoir en échange une compensation. La compensation est un avantage exclusif. Les avantages exclusifs forment et maintiennent la hiérarchie, c'est son ciment. Ça commence par la quantité d'argent reçu mensuellement qui grade du soldat au général, de l'ouvrier au président. Tous les citoyens vivent hiérarchisés. Sauf les artistes (mais pas les artisans). Donc chaque citoyen tient sa place hiérarchique grâce aux avantages qu'il reçoit. + on monte dans la hiérarchie + l'obéissance civile se perd. Le droit ultime que s'octroie le pouvoir est le meurtre, et +, le meurtre sexuel, et +, le meurtre sexuel des enfants. Peu de personnalités politiques sont arrêtées, jugées et punies. Amener à la conscience publique l'existence de ces privilèges nuirait à la souveraineté du gouvernement, car il devra être dissolu, et tous ses complices emprisonnés, c'est-à-dire l'intégralité des fonctionnaires (hauts et bas) du gouvernement.

La Justice (ou l'injustice constitutionnelle de la Justice) est la représentation nationale institutionnelle des inégalités dans ce pays (et des autres) où un pauvre ne gagne jamais un procès contre un riche. Le mépris du pauvre est constitutionnel. Le policier tutoie et rudoie les pauvres et vouvoie et ménage avec déférence les riches. L'esclave reste humilié, même par les autres esclaves (les policiers) qui se croient privilégiés par rapport à l'esclave arrêté. Il n'y a aucune égalité : les pauvres payent ce que les riches ne payent pas. Les amendes pour excès de vitesse et abus de stationnement par exemple. La fonction de la Justice est de protéger les privilèges. La fonction de la police est de protéger la souveraineté qui jouit de ces privilèges.

FRATERNITÉ

« La France est fondée sur la volonté de vivre ensemble des citoyens français. Cette volonté se traduit par la solidarité entre les citoyens. » « Vivre ensemble dans la solidarité » est ce qui fonderait la « fraternité française » ? Qu'est-ce que le ministère de l'Intérieur comprend des mots fraternité et solidarité ? Comment applique-t-il le sens d'être responsable de soi et des autres ? Et de quelle manière ? Comment les responsabilités hiérarchisées sont agies envers les autres ? La responsabilité appelle l'obligation. Les devoirs à faire en cas de besoin réformé en nécessité. La solidarité est la dépendance (l'attachement aux obligations) des uns des uns.

envers les autres. Et d'abord, on pense au secours d'une personne en péril, sans moyen de pouvoir se sauver elle-même. Mais tous les citoyens ne sont pas formés pour être des sauveteurs. Reste alors à appeler les Services de Secours. Police Secours ? Mais la 1ère action de fraternité de la police est l'arrestation des individus jugés à nuire aux autres ? Non, jugés enfreindre la loi. L'arrestation et l'enfermement sont donc des pratiques policières banalisées anti-solidaires. La fonction première de la police est de punir. La police française ne protège pas les citoyens (contrairement au policier anglais), elle protège le pouvoir de la souveraineté. Personne ne se sent en sécurité dans un commissariat de police en France, même en tant que victime agressée pour porter plainte contre X.

La solidarité de la Sécurité sociale ? « Depuis 1945, le système de sécurité sociale, financé par les entreprises et tous ceux qui travaillent en France, en est l'application. » Mais la Sécurité sociale (à la française) n'est pas un système étatique. La Sécurité sociale existe et fonctionne par les cotisations des « entreprises et tous ceux qui travaillent en France ». L'État prend le contrôle de la Sécu par fixer les taux de cotisation et par contrôler l'activité des caisses. À partir de 1958, le gouvernement s'empare de la Sécu en élisant ses propres directeurs. La Sécu solidaire et collégiale n'a duré que 2 ans, jusqu'à exclusion des communistes du gouvernement en 1947. L'histoire de la Sécurité sociale est l'histoire d'une longue agonie des blessures opérées par les gouvernants *. La Sécurité sociale est privatisée en 2004 : les employés perdent leur statut de fonctionnaire. Cette disposition favorise le rendement comptable (= les profits financiers) au détriment des besoins de santé des citoyens. Il ne reste de la Sécurité sociale qu'une solidarité aux + pauvres (la couverture maladie universelle et le minimum retraite) avec la prise en charge totale, sans discrimination de revenu, riches ou pauvres, des frais de santé des maladies longues durées. La retraite à 60 ans décrétée en 1983 est ramenée à 65 ans en 2023. La politique de fraternité gérée par les ouvriers eux-mêmes a été anéantie progressivement par les gouvernements successifs depuis 1945.

La France n'est pas une démocratie, car elle n'est manifestement pas gouvernée par son peuple. L'histoire de la Sécurité sociale le prouve. Les gouvernants se sont emparés, en plusieurs étapes, de la Sécurité sociale gérée d'abord par les employés élus, d'abord par fiscaliser son financement au détriment des cotisations, ensuite à désigner ses directeurs, pour finalement la privatiser en 2004. L'Assurance Sociale est une entreprise privée de gestion de la caisse de la Sécurité sociale qui dégage des bénéfices pour ses actionnaires.

La destruction systématique des services publics pour en faire des sociétés de profits privés n'est ni une fraternité ni une solidarité, mais bien le contraire : un générateur de haine publique. Sachant que depuis leur privatisation respective leurs gestions est un désastre financier : la société nationale des chemins de fer, l'électricité de France et la poste (transformé en banque) qui se servent illégalement du budget national des impôts pour effacer leurs dettes, tels les 8 milliards d'Euros attribués à EDF. EDF qui privatisée depuis 2003 impose dans ses factures 315% de taxes, ce jusqu'à l'illégalité de taxer de TVA des taxes injustifiables et illégales car dissimulées dans la facturation, montre à quel point l'absence de fraternité fonde la politique française.

Puis disant : « La France condamne les discriminations », là, c'est un mensonge. Vraiment. Ou qu'envers une seule communauté. Il suffit de constater comment se comporte la police envers les jeunes Français d'origine arabe dans les cités HLM. La haine policière est la condition nécessaire à entretenir sa violence. Ou sans racisme (la haine de l'autre différent), les policiers ne pourraient pas « battre du manifestant ». Dire que « Le racisme est un délit », c'est comme accuser de terroriste les groupes qui s'opposent à la politique du gouvernement, sachant que le terrorisme est une invention politique pour chasser et tuer ses opposants. Le terrorisme d'État s'illustre historiquement dans les massacres de sa population quand son gouvernement ne peut pas la contenir ; c'est son dernier recours pour empêcher le peuple de prendre les commandes de sa destinée. Le massacre des communards demeure impressionnant, tellement ce type de massacre paraît improbable quand une nation se targue de liberté d'égalité et de fraternité et à vouloir paraître tant démocratique (le pouvoir du peuple n'existe qu'assujéti). Ces massacres se poursuivent sans cesse, mais ne s'affichent plus meurtriers de manière aussi spectaculaire, car ça pourrait influencer l'opinion publique générale, de voir révéler la fondation meurtrière de l'état d'esprit du gouvernement de France (où aucun citoyen du peuple n'a

jamais accès que par la servitude). Le racisme quant à lui, est une création de la politique nationale. Pour haïr les ennemis de la nation motif pour pouvoir les guerroyer. Il n'y a pas de racisme sans nation. Il n'y a pas de nation sans racisme. Le racisme sert à alimenter la violence, la guerre (= à vouloir pouvoir individuellement tuer un autre être humain), dont la souveraineté a besoin pour exister et protéger sa raison d'être et d'agir.

En + des 3 fausses devises, où en France la liberté est restreinte à la domination, où l'égalité est restreinte à la pauvreté et où la fraternité est inexistante. La solidarité est un élan en voie de disparition (comme dans les autres pays dominés par les capitaux) par peur d'être impliqué coupable. Les sociétés humaines divisées entre riches et pauvres et fonctionnant à appauvrir les pauvres et enrichir les riches existent depuis la fondation des 1ères cités administrées pour la souveraineté. Renverser cette hiérarchie qui sert de socle à la souveraineté revient à donner le pouvoir aux pauvres et supprimer la souveraineté des riches. Ce qui politiquement est inconcevable. La politique existe pour gérer les esclaves au travail qui servent le privilège de la richesse. La politique avec l'économie est la raison de l'existence de la richesse. Cette disposition n'a pas changé depuis la domestication de l'espèce humaine, 3000 ans avant notre ère.

LA LAÏCITÉ

La laïcité ne fait pas partie de la devise de la Révolution française. Elle vient s'ajouter en 1905. 1905 est la date de la séparation de l'Église et de l'État. Ou la suppression du pouvoir de l'Église catholique dans l'État. Les institutions de la croyance ne sont plus financées par l'État français. Ce qui est en partie faux. Il existe une part de financement public des établissements religieux. Financements publics indirects, tel celui des établissements scolaires privés ou pour les persécutions antisémites (mais pas les persécutions contre les Français d'origine arabe), etc. Le gouvernement français affiche sa solidarité au sionisme assassin qui massacre sans retenue les Palestiniens. « L'État garantit la liberté religieuse. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire et d'adopter la religion qu'il souhaite. » Ce qui signifie que dans cette nation : croire, qu'importe quoi, ne nuit pas à la souveraineté du gouvernement, au contraire. L'État garantit de ne pas faire intervenir les forces de police dans des rassemblements religieux.

LES DROITS CONTRE LES DEVOIRS

La souveraineté attend de ses citoyens obéissance contre récompense. Les devoirs en échange les droits. Sans ça, la souveraineté ne peut pas exister. L'obéissance absolue (exprimé par l'euphémisme : respect) aux lois est obligatoire ; dans le cas contraire apparaît le droit d'être pénalisé : de la petite contravention (impôt supplémentaire) à l'emprisonnement à perpétuité (dans les prisons privatisées). La police française possède les moyens quand elle veut arrêter des suspects, tels 1000 policiers contre 3 fugitifs (les tueurs de dessinateurs de Charlie Hebdo). Encore une fois, ici, personne ne lit les Codes ni civil ni pénal. Si les Codes étaient lus, beaucoup d'abus envers la personne par les administrations publiques, même privatisées ne seraient pas commis.

2 devoirs et 1 droit mis en exemple
montrent ce qui importe aux gouvernants :

D'abord, 1. payer les impôts (même s'ils sont abusifs et illégaux) disant : « les citoyens contribuent au financement des Services publics » : mais, il n'y a plus de Services publics en France ! Électricité de France impose la TVA sur des taxes illégales pour arriver à imposer 315% de taxe sur la consommation d'électricité.

2. « Tous les citoyens ont accès aux emplois publics » signifie : tout le monde peut faire la demande pour être policier ou militaire. Les autres emplois publics exigent des compétences, qui exigent des études, tels les domaines de la médecine ou de la comptabilité, où il faut être diplômé de l'école de médecine pour le 1er et de l'École Nationale d'Administration (ENA) pour le 2d. Sachant que les enfants d'ouvriers n'y ont pas accès ou très difficilement. Il n'est pas rendu facile dans ce pays de changer la classe de son origine.

En 3e exemple : « Les citoyens contribuent à la défense nationale », sachant que le livret date de 2015 (nous sommes en 2026), est une nouveauté : le service militaire obligatoire étant aboli depuis 1996. On se demande alors ce que le gouvernement prépare avec un budget militaire qui approche 100 milliards d'Euros **. Illustrer cette volonté par la photo de tirailleurs sénégalais participants à la 1ère guerre mondiale génère un profond malaise : est-ce la volonté du « retour à la guerre massacre et à la colonisation » ? L'image a été retirée dans la version 2022 du livret. L'annonce ministérielle : « En cas de guerre, tout citoyen peut être appelé dans l'armée à participer à la défense du pays. À partir de 16 ans, les Françaises et les Français doivent se faire recenser à la mairie pour participer à la Journée défense et citoyenneté » est en contradiction avec la résolution de 1996 **.

Peut-on dire qu'en France « c'est moins pire de vivre qu'ailleurs » ? Tout dépend du contexte dans lequel chacun désire et se sent bien de vivre. Les gouvernements successifs depuis 1947 retirent progressivement les avantages acquis des citoyens français. Aujourd'hui, l'Administration française a très peu de moyens pour agir avec bienveillance au bénéfice des citoyens de ce pays. Ce sont toujours des initiatives privées qui cherchent l'accommodement.

« L'ORGANISATION DÉMOCRATIQUE DU PAYS » (sic)

Le livret insiste à vouloir convaincre du régime démocratique de la France : « La France est une démocratie et un État de droit. » La France est d'abord un État de loi. S'il y a droit, c'est d'abord le droit de punir toute désobéissance de la loi. Une punition légère est le péage d'un impôt supplémentaire et il y a en permanence des abus d'imposition de la part des policiers. Une punition lourde est l'arrestation. C'est un acte terroriste. Nous avons déjà mentionné que les droits sociaux des citoyens français sont en constante diminution depuis 1947.

Avancer que « Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » est clairement un mensonge. Le gouvernement par le peuple est un mensonge. Le peuple français ne gouverne rien, sinon il ne manifesterait pas dans les rues, entre autres, contre les kyrielles de lois liberticides que le gouvernement lui impose à répétition. ***

Puis continuer avec : « Le pouvoir politique est soumis à la loi : il doit fonctionner selon des règles. » Qu'est-ce que ça signifie ? Si c'est le peuple qui est au pouvoir (qu'il n'a pas) comme le dit la phrase précédente, alors cette phrase signifie : le peuple est soumis à la loi : il doit fonctionner selon des règles. Un peuple est une foule obéissante d'un seul geste. La politique s'efforce de vouloir des comportements prévisibles donc mécaniques de la foule qui dans ce cas devient un peuple, une immense troupe commandée par l'État, c'est-à-dire par des membres du peuple qui obéissent au protocole de l'État énoncé par les gouvernements successifs. Le véritable pouvoir politique est un privilège, l'immunité parlementaire signifie que pendant son mandat, tout haut fonctionnaire ne peut être inculpé encore moins condamné par la Justice. **** Tous les politiciens profitent de l'argent public. Le paquet d'argent passant à côté est tellement énorme qu'il semble impossible de résister à y porter la main. Aucun politicien n'a jamais remboursé la part de l'argent public qu'il a volé.

La 3e affirmation : « Les lois traitent tous les citoyens de façon égale » est aussi fausse. Les appauvris payent ce que les enrichis volent. C'est la loi fondamentale du capital qui s'applique aussi ici aussi dans notre République démocratique de vitrine. Les hauts fonctionnaires, les millionnaires et les politiciens sont épargnés par la justice ou s'ils sont condamnés, leur peine est très minimisée (lire la note ****).

La 4e affirmation disant : « L'indépendance de la justice est garantie » n'est pas fausse, mais chaque Président tente de supprimer cette indépendance des magistrats.

Que signifie la 5e affirmation ? « Les partis politiques se forment et exercent leur activité librement. » De quelle liberté cette affirmation parle ? Du droit de se chamailler publiquement ? De leurs activités financières ? De leurs activités idéologiques de propagande ? Des activités de recrutement et des adhésions aux partis ? De la chamaillerie des fausses hostilités jouées entre les parlementaires des différents partis pour entretenir le spectacle politique démocratique qui a la primeur des médias ? Comme il existe dans la politique

publique des dominants et des dominés, c'est pareil avec la liberté : il y a la liberté des dominants (qui se nomme libre arbitre) et il y a la liberté des dominés qui est inexistante dans le domaine public, puisque le public qui vit dedans est la propriété de l'État. Être l'objet d'une propriété interdit la liberté. Si le peuple est la propriété de l'État, ça signifie que les individus de ce peuple servent d'outil et quand un être humain sert d'outil c'est un employé, autrement dit « un esclave ». Aucun esclave est libre. La procédure de libération personnelle exige d'effacer son identité, de ne pas être recensé ni avoir un numéro de sécurité sociale, de n'apparaître nulle part et d'être inexistant au sein de la nation. Non, l'État incite la formation des partis qui se chamaillent dans l'hémicycle pour le spectacle de diversion politique, où la vraie politique agit loin de la connaissance publique.

La 6e affirmation est presque une lapalissade : « L'organisation de l'État est définie par la Constitution. Notre constitution actuelle est celle de la Ve République, adoptée en 1958. » Il n'y a rien à dire, si ce n'est que de l'Administration définit les avantages du pouvoir politique. La Constitution n'est pas un texte qui est donné à être approuvé par le vote par le public. Dans le cas d'une consultation publique par le vote où un texte de loi n'est pas accepté, généralement, le texte est quand même ratifié (je pense au traité de Maastricht imposé contre le vote public). Ça se nomme « désobéissance politique envers l'ensemble de la population » qui ne reçoit aucune sanction. La France n'est manifestement pas une démocratie.

La 7e affirmation est aussi administrative : « Nos institutions sont fondées sur la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire : tous les pouvoirs ne doivent pas être exercés par la même autorité. » En France, le Président de la République est le chef suprême et le reste durant tout son mandat. S'il y a plusieurs pouvoirs, ils sont tous rangés hiérarchiquement. Le pouvoir exécutif du Président de la République domine. Le pouvoir législatif du Parlement (Assemblée nationale + Sénat) autorise ou interdit (rarement) les propositions de loi. Le pouvoir judiciaire des magistrats est régulièrement attaqué par les 2 pouvoirs précédents : la raison est simple : aucun politicien voyou ne désire se faire condamner par la justice après son immunité parlementaire. Non : ni l'Assemblée nationale, ni le Sénat ne gouvernent le Président de la République. C'est le pouvoir exécutif qui domine tous les autres. La séparation des pouvoirs n'est représentée que par des mots et ses fonctions différentes ; dans la réalité, chaque pouvoir se sert de l'autre pour se renforcer, à ce que l'autorité politique ne puisse jamais s'affaiblir.

Comment un gouvernement illégal et/ou voyou
peut être démis de sa gouvernance ?

Les démissions imposées à la souveraineté (peu importe les noms qu'elle se donne, la souveraineté politique toujours la dictature), se sont toujours opérées par le soulèvement des populations abusées. Ces révolutions durent le temps d'un incendie. Aucune gouvernance populaire n'a jamais dépassé quelques mois de règne, parce que ce n'est ni son désir ni sa compétence. La raison bienveillante refuse de prendre le pouvoir politique, pour nuire aux autres. Les contre-attaques de l'armée et de la police lors des soulèvements tue et font taire les désignés opposants et sympathisants qui sont arrêtés pour être condamnés. C'est ça le terrorisme d'État. Le citoyen en désaccord est humilié par être bastonné.

La révolution de 1789 n'est pas une révolution populaire, mais une révolution bourgeoise contre le pouvoir aristocratique. La bourgeoisie règne en France depuis ce temps. C'est elle qui gère l'économie et les banques. C'est elle qui maintient la domination du capital. C'est elle qui a fait de la planète une propriété privée composée de plusieurs couches de propriétés privées.

Le soulèvement des paysans nommé la Grande Jacquerie au XIVe siècle a « posé historiquement et politiquement la question essentielle de la légitimité du pouvoir politique ». L'absence de gouvernement ne dispose pas les sociétés dans le chaos. L'exemple de la nation belge qui a vécu sans gouvernement pendant 2 ans n'a rien changé à la vie quotidienne des Belges, que d'être exemptés des mauvaises décisions politiques.

La force du pouvoir politique est qu'aucun être humain raisonnable ne désire le prendre. Il reste donc disponible aux êtres humains déraisonnables. C'est le malheur des populations

prises en otage par la politique. Elles sont gouvernées par des fous frustrés qui se vengent sur elles. On se demande si la servitude volontaire n'est pas une forme d'indulgence envers les fous meurtriers qui nous gouvernent.

Il n'existe aucun dispositif qui empêche de s'emparer du pouvoir, ni d'empêcher de déclarer la guerre aux autres nations. La police française protège le pouvoir politique et économique (celle des voyous en costume) au détriment des citoyens. Le principe du « gardien de la paix » n'existe pas. Le pouvoir exécutif du gouvernement contrôle le pouvoir judiciaire à travers la police. C'est la police qui fait vivre la justice, pas le contraire nous dit Michel Foucault, car c'est la Police qui alimente la Justice, pas le contraire.

Sens des mots

¹ Personne

du grec « propopon » désigne d'abord un masque. Une personne est un être public donc social qui par les règles communes imposées à toutes et tous fait de l'être humain une personne : c'est-à-dire un masque. L'anonymat social s'opère par le port du masque. Prosopopée, de la même famille signifie en rhétorique une « figure de style par laquelle on prête la parole à des êtres inanimés, à des morts ou à des absents ». On comprend mieux comment personnes peuvent peupler une République.

² Persuader

commença en latin par signifier : conseiller = « per suadere », devient le mot qui amène à admettre pour amener à croire (vrai ce qui est fabuleux et fabulé) et de manière pratique : de pouvoir faire décider quelqu'un à faire quelque chose (à sa place). La persuasion est la qualité du pouvoir du dominant sur le dominé (où un dominant se fait paraître dominé pour remporter la victoire sur l'autre qui se fait paraître dominant alors que c'est un imbécile, existe aussi). Comment du conseil a pu-t-on passer à la croyance ? Notons que persuader est de la même famille que suave = d'une douceur délicieuse, extrêmement agréable aux sens. Souvent les femmes attirantes sexuellement sont les objets politiques de la persuasion.

Convaincre porte bien le sens de vaincre avec pour amener le condamné à reconnaître sa culpabilité de manière à pouvoir prouver la culpabilité du condamné.

Persuader et convaincre sont des techniques d'emprise qui doivent donner à croire aux personnes visées (le condamné, les juges et les jurés) à faire croire à se soumettre de leur propre volonté à admettre ce qui au départ ne pouvait pas l'être. La rhétorique est le sport favori et obligatoire pour exercer les occupations d'avocats et de politiciens, jusque dans le jeu d'acteur. Le masque de la personne. Pour obtenir un aveu, les techniques pour y parvenir, celles à provoquer des souffrances intolérables, jusqu'aux extrêmes des tortures de l'Inquisition 1/2 millénaire, techniques reprises par les polices et les militaires qui ne servent qu'à amplifier la haine de l'autre (comment soldats et policiers sont-ils manipulés psychologiquement pour se déborder dans la violence démesurée, ne se réalise que par leur volonté de nuire pour jouir parce qu'ils et elles sont sexuellement impuissants)

Notes

* « L'instauration de la contribution sociale généralisée (CSG) en 1990-1991 [et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) en 1996] [https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9curit%C3%A9_sociale_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9curit%C3%A9_sociale_(France)) participe à la fiscalisation du financement de la Sécurité sociale, au détriment de la cotisation sociale, ce qui sert de justificatif à l'intervention politique accrue de l'État. » <https://theconversation.com/la-grande-histoire-de-la-securite-sociale-de-1945-a-nos-jours-268673>

« C'est avec la Première Guerre mondiale que naît véritablement l'État social : la conduite et les conséquences de cette "guerre totale" renforcent le rôle de l'État dans la société, avec son besoin de prendre soin comme de contrôler la population. L'État social en France n'est pas le produit de la bienveillance parlementaire, mais celui de la guerre. » Nicolas Da Silva et Bernard Friot, La bataille de la Sécu: une histoire du système de santé, La fabrique éditions, 2022. L'État social sert à prendre soin des troupes armées.

** S'agit-il que la France déclare la guerre à la Russie ? Encore ? Il n'y a que les tyrans idiots qui désirent faire la guerre à la Russie : Napoléon et Hitler ont perdu la guerre à cause de leur caprice. En quoi les pays géographiquement entre voudraient recommencer une 3e guerre mondiale ? L'ambition de conquête par massacrer ses troupes, en quoi est-ce politiquement nécessaire ? Le président français actuel joue au bras de fer avec le président russe, ce qui inquiète la population française et la met en danger. Ou il profite de la guerre en Ukraine pour provoquer médiatiquement de l'agresseur russe, pour renforcer l'armée française. Parce qu'il n'a pas cessé les importations de gaz et d'uranium venant de Russie. On comprend donc qu'être citoyen français est devenu périlleux ou il n'y a aucune garantie d'être sauf dans ce pays, bien que la sécurité est tonitruée à tout va. Sécurité signifie en politique armer le domaine public contre les citoyens en surveillance perpétuelle.

*** Depuis les manifestations massives des « gilets-jaunes », les manifestations de contestation ont été interdites de retransmission à la télévision. La télévision, les patrons des chaînes de télévision sont en rapport étroit avec les politiciens, parce qu'ils jouent le même jeu du pouvoir où l'un se sert de l'autre. La télévision, depuis son accaparement politique = sa mise en public n'a jamais cessé d'être un outil de propagande (comme le téléphone qui est une arme de persuasion), même et surtout avec ses émissions de divertissements.

**** La condamnation d'un ancien président de la République en 2025 est une première nationale ! Mais sa peine s'est réduite de 5 ans à 3 semaines de prison ferme ! Preuve qu'il n'y a pas d'égalité en France, terre historique des privilèges, ni d'indépendance dans le monde judiciaire.